

Le texte¹

Le XX^e siècle : la croyance et l'incroyance

Cette rencontre internationale, à l'initiative des écrivains croates, se tient dans une grande cité européenne qui célèbre à la fois l'antiquité de son origine et sa liberté retrouvée. Deux célébrations indissociables : le droit à la mémoire s'affirme, tandis que l'avenir est à nouveau ouvert. Je suis ému de participer à une commémoration qui a une si forte signification symbolique.

Le siècle a été marqué par deux guerres mondiales et par l'instauration d'un système de domination sans précédent qui s'est présenté sous les traits différents, voire à certains égards opposés, du fascisme et du communisme. Ces deux types totalitaires se sont dessinés au lendemain de la Première Guerre Mondiale. Elle a fait pleinement apparaître, mais sous la lumière la plus cruelle, l'interdépendance de toutes les nations européennes et, au-delà, l'unité du globe. La violence a été portée à un degré d'intensité et propagée à une échelle encore inconnue. Ainsi a-t-on pu découvrir qu'à l'envers des progrès de l'industrie et de la science s'était accumulé un formidable potentiel de destruction des vies humaines. Et le communisme et le fascisme ont tiré de l'expérience de la guerre le ressort du projet d'une « domination totale » (selon le mot d'Hannah Arendt) : domination qui s'étendrait sur l'aire la plus large possible et qui s'enracinerait au plus profond du sol de la société. L'idée d'une mobilisation de toutes les ressources matérielles et de toutes les énergies humaines, d'une organisation de tous les secteurs d'activité, d'un commandement unique auquel chacun se sentirait requis d'obéir, cette idée n'est sans doute devenue, sinon concevable, du moins susceptible de s'inscrire dans le réel, qu'en conséquence de la radicalisation et, pour ainsi dire, de la légitimation, de la violence, qui s'est opérée pendant la Première Guerre mondiale.

Cependant, l'énigme que nous lègue le totalita-

Que le pouvoir totalitaire se soit édifié par la violence ne saurait faire oublier qu'il a répondu à une demande démesurée de croyance, ou, disons mieux, à un désir de certitude sur la substance et le devenir de la société : désir aveuglant qui a, pendant un temps, résisté à tous les événements qui le mettaient en défaut, à toutes les manifestations de l'irréductible discordance des intérêts et des aspirations individuels et collectifs.

risme réside dans la conjonction de la violence et de la croyance. Nous n'avons pas fini de nous interroger sur les formes de croyance qu'a connues notre siècle. La nouvelle croyance, quoiqu'elle ne soit pas toute étrangère à la foi religieuse, en diffère profondément. Elle s'investit dans l'image d'une société délivrée de toute division interne, faisant corps avec elle-même, assurée de la loi que la nature ou l'histoire lui prescrit, soumise à une autorité toute-puissante qui détient la connaissance de ses fins dernières. Que le pouvoir totalitaire se soit édifié par la violence ne saurait faire oublier qu'il a répondu à une demande démesurée de croyance, ou, disons mieux, à un désir de certitude sur la substance et le devenir de la société : désir aveuglant qui a, pendant un temps, résisté à tous les événements qui le mettaient en défaut, à toutes les manifestations de l'irréductible discordance des intérêts et des aspirations individuels et collectifs. Or, un tel désir implique déjà un emportement de l'esprit dans la terreur, il dispose à croire que peut être extirpé du corps social tout ce qui met en danger son unité ou son intégrité.

Le fascisme a provoqué la Seconde Guerre mondiale. Il avait si étroitement lié le projet de la domination interne du social à celui de l'expansion territoriale par les armes qu'il s'est heurté à la coalition de ses adversaires et, finalement, a été vaincu militairement. Nulle puissance ne dispose des moyens de renouer avec cette ambition. Quant à l'idéologie fasciste, privée de son ancien éclat, elle ne peut que nourrir les haines de petits groupes racistes et xéno-

phobes. De l'échec du fascisme, le communisme, en revanche, a tiré parti, au lendemain de la Seconde Guerre, pour étendre sa domination sur une partie de l'Europe et bâtir une superpuissance mondiale. C'est à l'épreuve de la durée que le système s'est décomposé. Peu à peu le projet de la domination totale s'est trouvé démenti par les conflits internes de la bureaucratie, le dépérissement de la croyance collective aux vertus du régime, la sourde résistance des populations aux consignes. Le mythe d'une société unifiée s'est montré recouvrir la réalité du morcellement croissant des liens sociaux ; le mythe de l'organisation, recouvrir le règne du gaspillage des ressources, de l'irresponsabilité et de l'incompétence des dirigeants. Nulle épreuve de force n'a décidé de la fin du communisme : il n'a été vaincu ni par des armées étrangères, ni par une révolution. La crise ouverte au Kremlin par la tentative de réformer ce qui était irréformable a secoué l'Union soviétique et, avec une rapidité surprenante, provoqué l'éboulement, l'une après l'autre, de toutes les citadelles communistes en Europe. On a alors découvert que le communisme ne laissait pour tout héritage que des ruines. Moins encore que le fascisme, le communisme – lié qu'il était à une théorie de l'histoire débouchant sur une société universelle et l'apparition d'un « homme nouveau » – ne peut faire retour.

Ne nous arrêtons pas, toutefois, à ce constat. J'entends dire parfois, notamment par des intellectuels

J'entends dire parfois, notamment par des intellectuels qui ont vécu sous le communisme, que celui-ci n'a finalement marqué qu'une parenthèse dans la vie de leur nation. C'est se dissimuler qu'il a constitué un modèle d'une portée universelle et a exercé non seulement dans des pays dits du tiers-monde, autrefois colonisés, mais aussi dans des pays de tradition politique libérale – tout particulièrement en France.

qui ont vécu sous le communisme, que celui-ci n'a finalement marqué qu'une parenthèse dans la vie de leur nation. C'est se dissimuler qu'il a constitué un modèle d'une portée universelle et a exercé un fantastique attrait sur tous les continents : non seulement dans des pays dits du tiers-monde, autrefois colonisés, où ce modèle venait satisfaire le rêve de trouver la voie de l'industrialisation, plus généralement, de la modernisation, grâce à un État populaire qui permit de faire l'économie des libertés démocratiques, mais aussi dans des pays de tradition politique libérale – tout particulièrement en France. Je le rappelle : l'idéologie communiste (à dessein, je ne dis pas marxiste) s'y est fortement enracinée pendant un temps dans la classe ouvrière (le parti communiste était encore puissant, il y a une quinzaine d'années) et, de plus, elle a séduit un nombre considérable d'intellectuels, écrivains et artistes (beaucoup défendaient encore le « bon camp » au tournant des années 1960-1970, alors qu'il n'y avait plus grand monde pour y croire dans l'Europe dite communiste).

J'admets que le communisme a acquis ses traits spécifiques en Russie, qu'il porte trace d'un héritage du « despotisme oriental » ou « semi-asiatique » (concept, comme on le sait, qui a fait couler beaucoup d'encre). Il n'en est pas moins sûr qu'il fut un produit de la modernité. Et c'est comme tel qu'il a été accueilli en Europe centrale et orientale. L'idée d'un pouvoir et d'un peuple soudés l'un à l'autre, d'un parti monolithique, organe d'identification de proche en proche entre le chef suprême et le plus modeste des travailleurs ; l'idée qu'il y a une loi « vivante », par-delà des lois formelles, qu'incarne le Chef suprême dont l'autorité émane du peuple ; celle qu'il y a un grand savoir de l'Histoire, qui échappe aux règles de la connaissance ordinaire et que chacun doit s'y soumettre au nom de la « vraie science » ; l'idée que c'est par la volonté, par l'action pure, que le monde humain peut être transformé, organisé, façonné comme un matériau : ce ne sont pas les signes d'un retour à une pensée archaïque. Bien plutôt ces idées témoignent-elles d'une expérience de la société moderne, d'une réponse inédite

La révolution démocratique depuis le début du XIX^e siècle marque une rupture avec les principes sur lesquels était fondé ce qu'on appelait à cette époque « le vieil ordre européen » et qui le caractérisaient : classement et hiérarchie des conditions, réseaux de dépendance personnelle, double source religieuse et politique de l'autorité.

aux problèmes qu'a fait surgir la révolution démocratique depuis le début du XIX^e siècle. Cette révolution marque une rupture avec les principes sur lesquels était fondé ce qu'on appelait à cette époque « le vieil ordre européen » et qui le caractérisait : classement et hiérarchie des conditions, réseaux de dépendance personnelle, double source religieuse et politique de l'autorité. Alors même que le processus parut exclure toute restauration de l'Ancien Régime, il éveilla de divers côtés le sentiment d'une crise qui ne pouvait être dépassée que par un saut hors du présent. « La jeune Europe offre-t-elle plus de chances ? Le monde actuel, le monde sans autorité consacrée semble placé entre deux impossibilités : l'impossibilité du passé, l'impossibilité de l'avenir. » Ces mots qui paraissent tout proches, ce sont ceux de Chateaubriand en 1841, dans l'un des derniers chapitres des *Mémoires d'outre-tombe*.

La notion de crise de la modernité, si familière à notre époque, est contemporaine de l'avènement même de la modernité. Je ne songe pas à recenser tous les symptômes qu'on a détectés de la crise à partir de diagnostics théoriques et politiques différents et même contraires. Mais quelques thèmes méritent de retenir brièvement l'attention.

Premier thème : celui de la formation d'une puissance anonyme qui s'élèverait au-dessus des hommes et les déposséderait de leur existence. D'un point de vue, il s'agit du machinisme – on dira plus tard, de la technique – dont le développement est aveugle. D'un autre, il s'agit du capital qui s'assujettit le travail vivant – ou bien du règne du marché, ou bien de celui de l'argent. D'un autre

encore, il s'agit de l'État, ou de la bureaucratie d'État, qui tend à régir jusque dans son détail toute la vie sociale. Deuxième thème : celui de la guerre des classes ou, plus généralement, de la division des intérêts, dont l'affrontement a pour effet de détruire la communauté. Troisième thème : celui de la nouvelle interconnexion de toutes les parties du globe, qui s'accompagne de la généralisation des conflits entre les États, du désordre mondial de l'économie, de l'impossibilité pour tout pouvoir politique de prévoir et de maîtriser les effets d'événements qui se produisent à lointaine distance de son champ d'action. Quatrième thème : celui de l'accélération du changement, dont la conséquence est que toutes les traditions sont de plus en plus érodées et que les générations deviennent de plus en plus étrangères les unes aux autres. Cinquième thème : celui, constant, souvent implicite, parfois explicite, de l'inconsistance de la démocratie libérale – un régime où le pouvoir se dégrade, soumis qu'il est à une opinion instable, devenu qu'il est l'enjeu de luttes de partis professionnels voués à la démagogie : un régime sans normes communes, où chaque secteur d'activité ou de connaissance, où chaque opinion ou croyance revendique son indépendance. Autant de thèmes, enfin, qui alimentent le jugement philosophique porté sur la crise des valeurs, sur la disparition du référent de la nature ou du référent de la loi divine, ou bien sur l'occultation croissante de l'Être. Autant de thèmes, encore, qui sous-tendent la croyance persistante

Autant de thèmes, enfin, qui alimentent le jugement philosophique porté sur la crise des valeurs, sur la disparition du référent de la nature ou du référent de la loi divine, ou bien sur l'occultation croissante de l'Être. Autant de thèmes, encore, qui sous-tendent la croyance persistante que l'humanité a atteint un seuil au-delà duquel doit être tranchée l'alternative ultime : civilisation ou barbarie (dont une variante est socialisme ou barbarie).

que l'humanité a atteint un seuil au-delà duquel doit être tranchée l'alternative ultime : civilisation ou barbarie (dont une variante est socialisme ou barbarie) – la civilisation pouvant apparaître elle-même comme la source de barbarie.

C'est sur le fond d'un tel procès que s'est développée l'aventure totalitaire en faisant briller une solution à la crise. Que cette solution se soit avérée fantasmagique ne fait pas oublier qu'à présent, le procès se poursuit. Ses motifs n'ont pas disparu. Sous bien des aspects, il est fondé sur l'expérience de faits réels. Inutile de m'attarder sur ce point. Toutefois, il dérive aussi d'un effroi et d'une répugnance devant le phénomène de la dissolution des repères derniers de la certitude dans la société moderne. Sentiments qui interdisent d'admettre qu'une telle dissolution puisse être autre chose qu'une maladie de la civilisation ; qu'elle puisse créer la possibilité d'une vie sociale dans laquelle l'idée de la légitimité ne soit pas perdue, mais devienne l'objet d'un incessant débat dans tous les domaines d'activité et de connaissance. Encore faut-il, pour que ce débat demeure fécond, non seulement que l'exercice du pouvoir politique soit strictement limité, non seulement que les libertés publiques soient garanties, mais que les conditions matérielles de la vie collective le permettent, c'est-à-dire que les inégalités ne provoquent pas une fracture, n'induisent pas une partie, voir la majorité de la population, à se sentir exclue de la Cité. Ou, pour le dire autrement et mieux, encore faut-il que se maintienne dans l'incertitude démocratique une croyance en la loi. Et que celle-ci puisse être, pour chacun, liée à la conscience de ses droits.

Par quoi la société moderne demeure-t-elle menacée ? Par l'incroyance qui ferait perdre le sens de la loi et du droit. Or, il me semble que les régimes des pays ex-communistes sont encore plus exposés à cette menace que les régimes qui, quoique fragiles

Une société de plus en plus atomisée n'est pas en mesure de durer. Ainsi l'incroyance risque-t-elle de se renverser en nouvelle demande de certitude. Nous en voyons déjà le signe dans l'essor du nationalisme, dans ses manifestations extrêmes, dans son déchaînement sous la forme hideuse de la purification ethnique ; et nous en voyons encore le signe dans la poussée de l'intégrisme religieux.

eux-mêmes, bénéficient d'une vieille tradition démocratique, dans la mesure où le libéralisme économique se déchaîne là où la domination totalitaire a brisé les institutions juridiques et aussi lacéré le tissu associatif qui permet à une population de résister à la violence du marché. Le danger serait que se décompose la représentation d'un espace commun et que les individus en viennent à ignorer la notion du pacte qui les lie les uns aux autres en dépit de leurs différences et de leurs conflits. Cependant, il est une plus grande menace encore, liée à la première. Une société de plus en plus atomisée n'est pas en mesure de durer. Ainsi l'incroyance risque-t-elle de se renverser en nouvelle demande de certitude. Nous en voyons déjà le signe dans l'essor du nationalisme, dans ses manifestations extrêmes, dans son déchaînement sous la forme hideuse de la purification ethnique ; et nous en voyons encore le signe dans la poussée de l'intégrisme religieux. Le sentiment si puissant, sans doute indéradicable, au reste fécond, d'une commune appartenance, celui d'un espace et d'une histoire en partage, débouche alors dans la passion de l'unanimité et l'affirmation arrogante d'une légitimité absolue, qui convertit toute opposition, toute dissidence, en trahison, puis aboutit à ce prodige de servitude : le commun désir de ne plus penser.

1. Texte de l'intervention de Claude Lefort aux « Rencontres littéraires de Zagreb » (16 au 16 décembre 1994), qui marquaient l'anniversaire de la fondation de la capitale croate, Esprit, février 1995-p 1924.